



FAGACE

Fonds Africain
de Garantie et de
Coopération Economique

Rapport Annuel 2007



**Etablissement Public International à caractère
économique et financier
Outil financier au service du développement en Afrique**

FAGACE

Fonds Africain de Garantie
et de
Coopération Economique

*Etablissement Public International
à caractère économique et financier*

Outil financier au service du développement en Afrique

RAPPORT ANNUEL 2007

SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES.....	5
MOT DU PRESIDENT	7
I. PRESENTATION DU FAGACE	9
II. ORGANES.....	11
III. CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL ET SITUATION EN AFRIQUE.....	15
IV. ACTIVITES DE L'EXERCICE	17
4.1. – Réunions des Instances	17
4.1.1. - Assemblée Générale des Actionnaires	17
4.1.2. - Conseil d'Administration	17
4.2. - Activités de la Direction Générale	18
4.2.1. – Activités administratives	18
4.2.1.1. - Organisation des services.....	18
4.2.1.2. - Formation	18
4.2.2.– Activités Juridiques.....	18
4.2.2.1. - Signature d'actes juridiques	19
4.2.2.2.- Suivi des contre-garanties	19
4.2.2.3.- Recouvrement des créances en contentieux	19
4.2.3. – Extension du siège.....	19
4.2.4. – Célébration du trentenaire	19
4.2.5. – Activités opérationnelles	20
4.2.5.1. - Identification de projets	20
4.2.5.2. - Evaluation de projets	20
4.2.5.3. - Approbations nouvelles	20



4.2.5.4. - Bilan des interventions	21
4.2.5.5. - Suivi des Projets	28
4.2.6.- Coopération et Communication.....	28
4.2.6.1.- Ouverture du capital	29
4.2.6.2.- Coopération avec les Etats membres	29
4.2.6.3.- Coopération avec les Institutions Financières et Organismes de développement	29
4.2.6.4.- Communication.....	29
4.2.7.- Situation financière	29
4.2.7.1. - Bilan et comptes de résultat	29
4.2.7.2. - Comptes de résultat	33
4.2.7.3. - Exécution du budget.....	35
4.2.7.4. - Vérifications interne et externe	35
4.2.7.4.1.-Audit Interne, Post Evaluation et Contrôle de gestion	35
4.2.7.4.2. - Commissariat aux comptes	35
V. - ANNEXES	37
5.1. - Organigramme	38
5.2. - Bilan des interventions	39
5.3. - Bilan et comptes de résultat	42
5.4. - Lettre de certification du Commissaire aux comptes.....	47

LISTE DES SIGLES

AA	Africaine des Assurances
ACDI	Agence canadienne pour le Développement International
AFD	Agence Française de Développement
AIAFD	Association des Institutions Africaines de Financement du Développement
AIRFD	Association des Institutions Régionales et sous-Régionales de Financement du Développement
ALG	Autorité du Liptako-Gourma
APIGA	Association Professionnelle des Institutions de Garantie
ASE	Structure d'Appui aux Services et Entreprises
BACB	Banque Agricole et Commerciale du Burkina
BACI	Banque Atlantique de Côte d'Ivoire
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCB	Banque Commerciale du Burkina
BCDI	Banque de Commerce, de Développement et d'Industrie
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCR	Banque Commerciale du Rwanda
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BIA-NIGER	Banque Internationale pour l'Afrique au Niger
BIAO	Banque Internationale pour l'Afrique de l'Ouest
BIB	Banque Internationale du Burkina
BIBE	Banque Internationale du Bénin
BICIA-B	Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina
BICIS	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal
BID	Banque Islamique de Développement
BFA	Banque pour le Financement de l'Agriculture
BNDA	Banque Nationale pour le Développement Agricole
BOA	Bank Of Africa
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BPC	Banque Populaire du Cameroun
BRD	Banque Rwandaise de Développement
BRIC	Banque Régionale d'Investissement de la CEDEAO
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BSIC	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce
BST	Banque Sénégal-Tunisienne
BTCI	Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement



CAC	Crédit Agricole Consultant
CDE	Centre pour le Développement de l'Entreprise
CEI	Communauté des Etats Indépendants
CBAO	Compagnie Bancaire pour l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEN-SAD	Communauté des Etats Sahélo-Sahariens
CEMAC	Communauté Economique Monétaire de l'Afrique Centrale
CL	Crédit Lyonnais
COBACI	Compagnie Bancaire de la Côte d'Ivoire
COMESA	Marché commun de l'Afrique Australe et Orientale
DANIDA	Danish International Development Assistance
DC/BR	Dépositaire Central / Banque de Règlement
EDC	Exportation Développement Canada
ECOBANK	Ecowas Bank
EXIMBANK INDIA	Export Import Bank of India
FACI	Facilité d'Appui au Commerce International
FAD	Fonds Africain de Développement
FINNFUND	Finnish Fund for Industrial Cooperation
FMI	Fonds Monétaire International
FONAGA-BENIN	Fonds National de Garantie et d'assistance aux PME -Bénin
Fonds GARI	Fonds de Garantie des Investissements
FRDC	Fonds Régional pour le Développement de la CEDEAO
FPE	Fonds de Promotion Economique
FSA	Fonds de Solidarité Africain
GTA/ C2A	Groupement Togolais d'Assurances / Compagnie Africaine d'Assurances
IARD	Incendie Accident Risques Divers
MIGA	Multilateral investment Guarantee Agency
NORAD	Agence Norvégienne de Développement et de Coopération
NORFUND	Nordic Fund
NSAB	Nouvelle Société d'Assurance du Bénin
OAPI	Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PIB	Produit Intérieur Brut
RFI	Radio France Internationale
SCIE	Société de Commercialisation d'Informations d'Entreprises
SGBBE	Société Générale de Banques au Bénin
SGBS	Société Générale de Banques au Sénégal
SFI	Société Financière Internationale
SHELTER AFRIQUE	Société pour l'Habitat et le Logement Territorial en Afrique
SIACE	Société Islamique d'Assurance des Investissements et des Crédits à l'Exportation
SID	Société Islamique pour le Développement du secteur privé
SP FAB	Société de Promotion du Fonds Africain pour le Développement des Biocarburants
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UTB	Union Togolaise de Banque

MOT DU PRÉSIDENT



L'économie mondiale vient en 2007 de confirmer la poursuite de la dynamique de croissance observée au cours des cinq dernières années et ce, en dépit d'un environnement plutôt défavorable, avec notamment l'avènement d'une triple crise agricole, énergétique et financière.

Au-delà de cette conjoncture internationale défavorable, l'environnement immédiat du Fonds a été également caractérisé par la persistance des difficultés rencontrées par certaines filières stratégiques de nos Etats membres comme celles du coton, du café cacao ou encore de la pêche. A ces facteurs s'ajoute que certains pays continuent de subir les conséquences néfastes des crises sociopolitiques persistantes. Toutes choses ayant contribué au ralentissement de nos activités.

C'est dans cet environnement plutôt complexe que le Fonds a poursuivi le développement de ses activités opérationnelles soldées par des concours en faveur de 36 projets dont 29 en garantie pour un montant de l'ordre de 35 milliards de FCFA. L'Institution a aussi poursuivi sa politique de croissance externe en participant au capital de la Société de Promotion du Fonds Africain pour le Développement des Biocarburants.

Au plan institutionnel, les Etats membres ont plus que par le passé réitéré leur engagement résolu à augmenter les moyens d'intervention de notre Institution avec leur accord de principe de porter le capital à un niveau suffisamment élevé et compatible avec sa vision continentale. Cette orientation stratégique fait suite à une première augmentation du capital qui est passé de 7.7 milliards de FCFA à 30 milliards de FCFA en 2004.

Tous ces changements qualitatifs ont amené la Direction Générale, eu égard aux difficultés sectorielles annoncées supra, à opter pour une politique volontariste d'assainissement du portefeuille dont les effets immédiats ont été la constitution d'importantes provisions pour dépréciation et risques pour donner une image fidèle et transparente de la situation patrimoniale de l'Institution. Cette décision courageuse prise en l'absence de tout cadre réglementaire pour la communauté des garants, est un signal de transparence à l'endroit des partenaires et une volonté d'être en phase avec les pratiques universelles. Pour toutes ces raisons, l'exercice 2007 est ressorti déficitaire contrairement aux quatre précédents.

Au chapitre de l'extension et de la modernisation de ses structures et de ses outils de travail, l'Institution a procédé au cours de l'année 2007 à l'inauguration du nouvel immeuble du siège, à l'ouverture d'une Représentation régionale pour l'Afrique centrale et à l'installation d'un système d'accès et de pointage biométrique.



Mot du Président

La coopération avec les Institutions Financières et Organismes de développement quant à elle, s'est renforcée davantage et a été caractérisée par la création de l'Association Professionnelle des Institutions de Garantie (APIGA) dont le FAGACE assure la Présidence en exercice.

A la lumière de son expérience capitalisée sur plus de 30 années d'existence, le FAGACE entend consolider ses acquis par le renforcement de la qualité de ses ressources humaines, la mise en place d'une stratégie innovante de mobilisation de ressources financières et la consolidation de son cœur de métier, la garantie.

M. Jean-Baptiste M.P. COMPAORE
*Ministre des Finances et du Budget du
 Burkina-Faso*

I. - PRESENTATION DU FAGACE

1.1. - Création - Objet - Fonctionnement

Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) est un Etablissement Public International à caractère économique et financier, spécialisé dans la promotion des investissements publics et privés. Son siège social est situé à Cotonou en République du Bénin.

Etats Membres

Les Etats membres au nombre de treize (13) sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Côte D'Ivoire, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

Objet

L'objet du Fonds est de contribuer au développement économique et social des Etats membres, pris individuellement ou collectivement en participant au financement de leurs projets de développement ou en facilitant leur réalisation par des mesures d'accompagnement comme la bonification ou l'allongement de la durée des crédits. Un intérêt particulier est accordé aux Etats membres les plus défavorisés économiquement, soit en raison de leur situation géographique soit par suite de catastrophes ou de calamités naturelles.

Formes d'intervention

Le Fonds :

- garantit les prêts à moyen ou long terme destinés au financement d'investissements productifs,
- garantit les prêts à court terme destinés au financement des crédits de campagne, des prêts interbancaires et au renforcement des Institutions de micro finance,
- accorde une facilité d'appui au commerce international à travers notamment la reconfirmation des lettres de crédit documentaire en faveur des banques,
- accorde des bonifications d'intérêt et des allongements de la durée des crédits en faveur d'opérations à caractère économique dont la rentabilité ne peut être assurée dans les conditions initiales du prêt,
- finance des interventions spécifiques sur emprunts et subventions,
- prend des participations au capital social d'entreprises nationales ou régionales,
- assure la gestion de fonds pour le compte de tiers.

Domaines d'intervention

Les principaux domaines d'intervention sont :

- les industries de valorisation des ressources naturelles locales ou d'import substitution,
- le développement rural : agriculture, élevage,



- les infrastructures de base (routes, aéroports, chemins de fer, hydraulique villageoise) ou modernes (télécommunications),
- le commerce (import-export),
- les petites et moyennes entreprises de production de biens et services.

Bénéficiaires

Les bénéficiaires des interventions peuvent être :

- les Etats membres de l'Institution ou leurs démembrements : organismes publics ou para-publics, collectivités locales,
- les entreprises privées ou mixtes, individuelles ou collectives, nouvellement créées ou en expansion, ayant leur siège et leur champ d'activité principale dans un ou plusieurs Etats membres,
- les institutions financières nationales,
- les organismes régionaux dont l'activité concourt à l'intégration des économies des Etats membres.

1.2. - Composition des organes

Organes d'Administration et de Gestion :

Administration

Le Fonds est administré par :

- L'Assemblée Générale des Actionnaires, organe suprême, qui comprend le Ministre chargé des Finances par Etat membre et un Responsable par Institution membre. L'Assemblée Générale des Actionnaires fixe les orientations générales, modifie les statuts, procède à la nomination du Directeur Général et du Commissaire aux comptes,
- Le Conseil d'Administration qui reçoit délégation de pouvoir de l'Assemblée Générale des Actionnaires et comprend deux Administrateurs par Etat membre, un Administrateur par Etat membre non régional et un Administrateur par Institution membre. Il autorise les interventions, adopte le budget, approuve les comptes financiers.

Gestion

La gestion courante est assurée par un Directeur Général. Il représente l'Institution, reçoit et instruit toutes les demandes d'intervention, suit les engagements pris.

1.3. - Ressources

Les ressources du Fonds proviennent :

- des versements des membres au titre de la libération du capital souscrit,
- des emprunts,
- des subventions, dons, legs et libéralités,
- de la rémunération des engagements d'aval et d'allongement de la durée de crédit,
- de toutes autres origines.

Au 31 décembre 2007, le capital social autorisé est de 30 milliards de FCFA.

II. – ORGANES

ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

PRESIDENT

BURKINA M. Jean-Baptiste M.P. COMPAORE
Ministre des Finances et du Budget

MEMBRES

BENIN M. Soulé Mana LAWANI
Ministre des Finances et de l'Economie

CAMEROUN M. ESSIMI MENYE
Ministre des Finances

CENTRAFRIQUE M. Emmanuel BIZOT
Ministre des Finances et du Budget

COTE D'IVOIRE M. Koffi Charles DIBY
Ministre de l'Economie et des Finances

GUINEE-BISSAU M. Issuf SANHA
Ministre des Finances

MALI M. Abou Bakar TRAORE
Ministre de l'Economie et des Finances

NIGER M. Ali Mahaman Lamine ZEINE
Ministre de l'Economie et des Finances

RWANDA M. James MUSONI
Ministre des Finances et de la Planification Economique

SENEGAL M. Abdoulaye DIOP
Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances

TOGO M. Adjil Othéth AYASSOR
Ministre des finances du budget et des privatisations



CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT

BURKINA M. Alexis K. YANOGO
Directeur de la Coopération Bilatérale au Ministère des Finances et du Budget

MEMBRES

BENIN M. Séraphin LISSASSI
*Directeur de l'Intégration Africaine
au Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine*

M. Bertrand CODJIA
Directeur Général du Budget au Ministère des Finances et de l'Economie

BURKINA M. Guébrila OUEDRAOGO
Chef du Département Analyse et Etudes Prospectives au Premier Ministère

CENTRAFRIQUE M. KOLIOS
Directeur de Cabinet du Ministre des Finances et du Budget

M. Victor MAZANGA
*Directeur des investissements Publics
au Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale*

COTE D'IVOIRE M. Antonin YAO KOUASSI
*Sous-Directeur de la Coopération Bilatérale et Multilatérale
à la DAFEXIS au Ministère de l'Economie et des Finances*

Mlle Saran Ballo KONE
*Chargée d'Etudes à la DAFEXIS
au Ministère d'Etat, Ministère de l'Economie et des Finances*

GUINEE BISSAU M. Fernando BIAGUE
Directeur Général de supervision d'assurance au Ministère des Finances

M. Lourenço Da SILVA
*Chargé de la Coopération Economique et de l'innovation Technologique
à la Présidence de la République*

MALI M. Aboubakar Sidiki WALBANI
*Directeur Général de la Dette Publique
au Ministère de l'Economie et des Finances*



Organes



Dr. Ousmane DIALLO
*Chef du Département chargé des Questions Economiques et Financières
à la Direction Générale de l'Intégration Africaine*

NIGER

Mme Fatchima RABO
Directrice du Budget au Ministère de l'Economie et des Finances

M. Saïdou GAMBO
Directeur de la Dette Publique au Ministère de l'Economie et des Finances

RWANDA

M. Justin UYISENGA
*Directeur de l'Inspection Générale des Finances
au Ministère des Finances et de la Planification Economique*

M. Edison NYANDWI
*Directeur de la Gestion des Ressources Internes
au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération*

SENEGAL

M. Malick Kamara NDIAYE
Directeur Général des Finances au Ministère de l'Economie et des Finances

M. Mamadou Makhtar GUEYE
*Directeur de l'Intégration Economique Africaine
au Ministère des Affaires Etrangères, de l'Union Africaine
et des Sénégalais de l'Extérieur*

TOGO

M. Mawussi Djossou SEMODJI
*Chef de la Cellule de l'Unité de Coordination DSRP
au Ministère de l'Economie, des Finances et des Privatisations*

M. Bandifoh OURO-AKONDO
*Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie, des Finances
et des Privatisations*

DIRECTION GENERALE M. Libasse SAMB
Directeur Général



III. CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL ET SITUATION EN AFRIQUE

3-1- Contexte économique international

L'année 2007 a été marquée par la poursuite de la dynamique de croissance de l'économie mondiale, en dépit des tensions intervenues sur le marché mondial de l'énergie, de la baisse continue du dollar et de la crise financière enregistrée dans les pays industrialisés suite à la crise survenue dans le secteur immobilier aux Etats-Unis.

La croissance économique mondiale est ressortie à 4,9% en 2007 contre 5% en 2006.

La croissance aux Etats-Unis a fléchi pour se situer à 2,2% en 2007, contre 2,9% en 2006.

Dans la Zone Euro, le taux de croissance est de 2,6% en 2007 contre 2,8% en 2006. Le resserrement budgétaire en Allemagne et en Italie, la hausse des taux d'intérêt, le durcissement des conditions de crédit sont autant de facteurs qui ont ralenti l'activité. A cela s'ajoute la primauté accordée à la lutte contre l'inflation.

Le Japon a connu un léger ralentissement de l'activité économique avec un taux de croissance de 2,1% contre 2,4% en 2006 en raison du resserrement des normes de construction et de la baisse des indicateurs de confiance des ménages et des entreprises.

La dynamique de croissance de l'économie mondiale a été surtout impulsée par les pays émergents d'Asie (9,6%), les pays d'Amérique Latine (5,4%) et ceux de l'Afrique Subsaharienne (6,6% en 2007 contre 5,5% en 2006).

Il faut souligner qu'en Asie, la croissance est restée forte en 2007 en raison de la grande vitalité de la demande intérieure, d'une politique macroéconomique vigoureuse et de la montée des cours des produits énergétiques et alimentaires. La Chine et l'Inde, comme par le passé tirent cette croissance avec des taux respectifs de 11,4% et 8,9%.

Les pays de la CEI ont connu une légère accélération avec un taux de croissance de 8,5% en 2007 contre 8,2% en 2006.

3-2- Situation économique en Afrique

En 2007, l'Afrique Subsaharienne a bénéficié de l'un des taux de croissance les plus élevés depuis des décennies. Le PIB réel a été de 6,6% contre 6,1% en 2006, sous l'impulsion des progrès réalisés dans l'extraction par les pays exportateurs de pétrole (8,8%), de la hausse des investissements internes et de la productivité dans l'ensemble de la région.

Les succès atteints dans l'application des réformes structurelles et les progrès sensibles enregistrés dans l'amélioration du climat des affaires ont contribué également à ce résultat.



A ces facteurs, il convient d'ajouter la forte demande mondiale de produits de base, l'augmentation des investissements directs étrangers en Afrique et l'allègement de la dette. La croissance, solide dans la plupart des pays, a été plus forte dans ceux exportateurs de pétrole.

La croissance dans la Zone Franc s'est accélérée (+3,6% en 2007 contre 2,2% en 2006) grâce aux performances de la zone CEMAC (+4% en 2007 contre 1,6% en 2006), majoritairement exportatrice nette de pétrole. Quant à la zone UEMOA, importatrice nette de pétrole, la croissance s'est établie à 3,2% en 2007 contre 2,8% en 2006.

L'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe ont connu une activité économique importante avec des taux de croissance respectifs de 6,9% et 7,4% en 2007 contre 6% et 6,9% en 2006.

Le taux d'inflation moyen s'est élevé à 8,5% en 2007 malgré l'augmentation constante des cours des produits de base depuis quelques années. Cette inflation pourrait s'expliquer, outre la flambée des produits pétroliers, par le phénomène d'éviction des biocarburants sur la production alimentaire disponible pour la consommation humaine. L'autre corollaire est la hausse des prix du riz et du maïs.

Dans les Etats membres du Fonds, aucune récession n'a été observée en 2007.

Le Produit Intérieur Brut (PIB) a augmenté. La performance la plus haute a été observée en Gambie avec un taux de croissance de 7% ; et la plus basse a été réalisée en Côte d'Ivoire avec un niveau de 1,6% contre une récession de 0,3% en 2006.

Les flux de capitaux privés vers l'Afrique subsaharienne ont dépassé 50 milliards de dollars EU, soit à peu près quatre fois plus qu'en 2000. La plupart de ces flux ont été principalement drainés vers l'Afrique du Sud et le Nigeria.

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire des pays à faibles revenus en 2007, est redevenu déficitaire, à hauteur d'environ 3,5% du PIB, sous l'effet de la baisse observée au niveau des dons.

Les déficits de paiements courants ont été contenus. La baisse des exportations de pétrole en volume s'est accompagnée d'une montée des importations, due aux investissements réalisés dans les infrastructures.

S'agissant du marché financier, les problèmes apparus au niveau mondial n'ont eu jusqu'à présent que peu de conséquences sur les pays d'Afrique subsaharienne excepté l'Afrique du Sud.

Sources : AFRISTAT *Bulletin de Données conjoncturelles des Etats membres*, numéro 5, janvier 2007

World Economic Situation and Prospect, 27 janvier 2007

CEMAC, *Rapport Intérimaire de surveillance Multilatérale pour l'année 2006 et perspectives 2007*

UEMOA, *Rapport Annuel sur le fonctionnement et l'évolution de l'union*

IV - ACTIVITES DE L'EXERCICE

4.1. – Réunions des Instances

4.1.1. - Assemblée Générale des Actionnaires

Au cours de l'exercice, l'Assemblée Générale des Actionnaires a tenu une session ordinaire et deux sessions extraordinaires respectivement les 23 mai 2007, 05 novembre 2007 à Cotonou et 13 décembre 2007 à Ouagadougou, sous la présidence de Monsieur Jean-Baptiste M.P COMPAORE, Ministre de l'Economie et des Finances du Burkina Faso.

Au cours de ces sessions, l'Assemblée Générale a pris d'importantes décisions relatives notamment à :

- la reconduction à titre exceptionnel du mandat de l'actuel Directeur Général, pour une durée de quatre (04) ans non renouvelable, pour compter du 02 janvier 2008 ;
- l'adoption des états financiers et des rapports du Commissaire aux comptes au titre de l'exercice 2006 ;
- le quitus au Commissaire aux comptes pour son mandat ;
- le quitus au Directeur Général pour sa gestion ;
- l'élection de son bureau pour l'exercice 2008, avec le Cameroun comme Président et la Côte d'Ivoire comme Vice-Président.

4.1.2. - Conseil d'Administration à Cotonou

Le Conseil d'Administration a tenu ses 26^{ème} et 27^{ème} sessions respectivement le 21 et 22 mai 2007 à Cotonou, puis le 10 décembre 2007 à Ouagadougou. Une session extraordinaire a eu lieu le 03 novembre 2007 à Cotonou. Ces réunions ont été présidées par Monsieur Alexis K. YANOGO, Directeur de la Coopération Bilatérale au Ministère des Finances et du Budget du Burkina Faso.

Au terme de ces sessions, plusieurs décisions ont été adoptées, portant notamment sur :

- le rapport annuel 2006 ;
- le rapport de réévaluation des actifs au 31 décembre 2006 ;
- les états financiers au 31 décembre 2006 ;
- le collectif budgétaire 2007 ;
- le budget de l'exercice 2008 ;
- les plafonds du Comité Interne de Garantie pour les exercices 2007 et 2008 ;
- la mise en place d'un nouveau produit : la « caution sur marchés » ;



- l'ouverture d'une Représentation en Afrique Centrale, basée à Douala ;
- l'approbation de 29 projets en aval : au Bénin (09), au Burkina Faso (02), au Cameroun (03), en Centrafrique (02), en Côte d'Ivoire (11), au Sénégal (01) et au Togo (1), de même qu'une prise de participation au capital de la Société de Promotion du Fonds Africain pour le Développement des Biocarburants.

4.2. – Activités de la Direction Générale

4.2.1. – Activités administratives

4.2.1.1- Organisation des services

Organigramme

L'organigramme comprend cinq (05) directions :

- Engagements et Gestion des Risques
- Finance et Comptabilité
- Affaires Générales
- Coopération, Communication et Marketing
- Promotion du Commerce International.

Une Représentation Régionale pour l'Afrique Centrale (RRAC) a été ouverte le 1^{er} juillet 2007 à Douala au Cameroun.

Au 31 décembre 2007, l'effectif total s'élève à 51 agents.

4.2.1.2- Formation

Elle a concerné 03 agents qui ont suivi des formations diplômantes.

En outre, 04 agents ont bénéficié de stages dans les domaines suivants :

- Contrôle de Gestion Bancaire ;
- Initiation à la langue Arabe (02 agents) ;
- Analyse du risque bancaire dans les pays en voie de développement.

Par ailleurs, une dizaine de cadres ont bénéficié d'une formation d'une durée de deux semaines par le Crédit Agricole Consultants sur financement du CDE, sur les thèmes ci-après :

- l'analyse financière,
- le suivi et le contrôle du risque,
- le management.

4.2.2. – Activités juridiques

Les activités juridiques ont concerné notamment la signature des actes liés à l'approbation de nouveaux projets, le recouvrement des créances et le suivi des contre garanties.



4.2.2.1 Signature d'actes juridiques

Dans le cadre de la mise en œuvre des nouvelles interventions, 25 Accords de Garantie, 14 Contrats de Cautionnement et 3 Conventions de garantie à première demande ont été signés.

4.2.2.2- Suivi des contre-garanties

Les contre garanties ont fait l'objet d'un suivi actif et régulier avec l'assistance de notaires agréés par le Fonds.

4.2.2.3- Recouvrement des créances en contentieux

La gestion des sinistres s'est traduite par des actions judiciaires de recouvrement de créances en collaboration avec les Avocats et auxiliaires de justice (saisie conservatoire, vente d'immeuble...) mais également par des procédures à l'amiable.

Au 31 décembre 2007, les créances du Fonds sur les promoteurs concernent les sociétés CFR, ENERDAS (Bénin), CEBON, JUNIOR TEXTILE, ELEA, SIDEPA (Côte d'Ivoire), ICS, AFRICAMER, SENETEL, SUD INVEST (Sénégal).

4.2.3. Extension du siège

Les travaux d'extension du siège entamés en 2006 ont été finalisés au cours de l'exercice. Le nouvel immeuble (R+2) a été réceptionné.

4.2.4. Célébration du trentenaire

Le Fonds a célébré son trentenaire au cours de l'exercice. Cet événement a été marqué par :

- l'inauguration du nouvel immeuble du siège,
- l'organisation d'une journée portes ouvertes en direction du grand public et d'un symposium sur un thème d'actualité portant sur « le financement des collectivités locales et de la micro-finance : quel rôle pour les Institutions Africaines de Financement du Développement et les Organismes de Garantie ? »



Vue partielle des participants au symposium



4.2.5. Activités opérationnelles

Les activités opérationnelles de l'exercice ont porté sur l'identification, l'évaluation et le suivi des projets approuvés.

4.2.5.1. - Identification de projets

L'identification de nouveaux projets a été une activité soutenue au cours de l'exercice. Au total, 157 dossiers de demandes d'intervention provenant de tous les Etats membres ont été enregistrés.

4.2.5.2. - Evaluation de projets

31 projets ont fait l'objet d'une évaluation dont 30 ont été soumis aux Instances. Le taux de sélectivité global par rapport aux projets effectivement reçus en pipe line s'élève à 19,46 %.

4.2.5.3 - Approbations nouvelles

- Aval

Le montant total des approbations de l'exercice en aval se chiffre à 33 081,24 millions de FCFA contre 44 044 millions de FCFA l'an dernier. Cette baisse est liée d'une part à un recentrage des priorités stratégiques opérationnelles vers une meilleure gestion du multiplicateur et d'autre part par une léthargie constatée notamment sur le marché financier régional. Le montant des approbations se décompose comme suit :



Signature d'un accord de garantie en faveur de la société Biopharma (Cameroun)



Tableau 1 : Approbation en aval de l'exercice

Nature	Montant	%
Emprunts bancaires MLT	20 863	63,07
Emprunts obligataires	10 318	31,19
Emprunts bancaires CT	900	2,72
Ligne de Garantie	1 000	3,02
TOTAL	33 081	100,00

La répartition des approbations par pays se présente comme suit
(en millions de FCFA) :

Tableau 2 : Approbation en aval par pays

PAYS	Nombre de projets	Montant du prêt	Montant de la garantie
BENIN	9	18 884,00	6 654,80
BURKINA FASO	2	3 625,00	1 900,00
CAMEROUN	3	5 336,00	2 747,50
CENTRAFRIQUE	2	300,00	1 180,00
CÔTE D'IVOIRE	11	25 001,17	13 855,93
SENEGAL	1	250,00	200,00
TOGO	1	20 000,00	6 543,00
TOTAL	29	73 396,17	33 081,23

● **Bonification**

Trois interventions nouvelles en bonification de taux d'intérêt d'un montant total de 1 205,70 millions de FCFA ont été approuvées durant l'exercice. Elles ont concerné :

- le projet de construction de route carrefour Akossombo-place du souvenir au Bénin ;
- le projet de développement de l'élevage dans la région du Liptako-Gourma au Mali ;
- l'acquisition de véhicules et de matériels agricoles au Niger.

● **Prise de participation**

Le Fonds a participé au capital de la Société de promotion du fonds Africain pour le Développement des Biocarburants (SP-FAB) de la CEDEAO à hauteur de 10% soit un montant de 100 000 USD.

4.2.5.4 - Bilan des interventions

Les engagements cumulés se présentent comme suit :

4.2.5.4.1.- Garantie

Les garanties cumulées en portefeuille s'élèvent à 270 624,54 millions de FCFA en faveur de 201 projets dans 11 Etats membres.

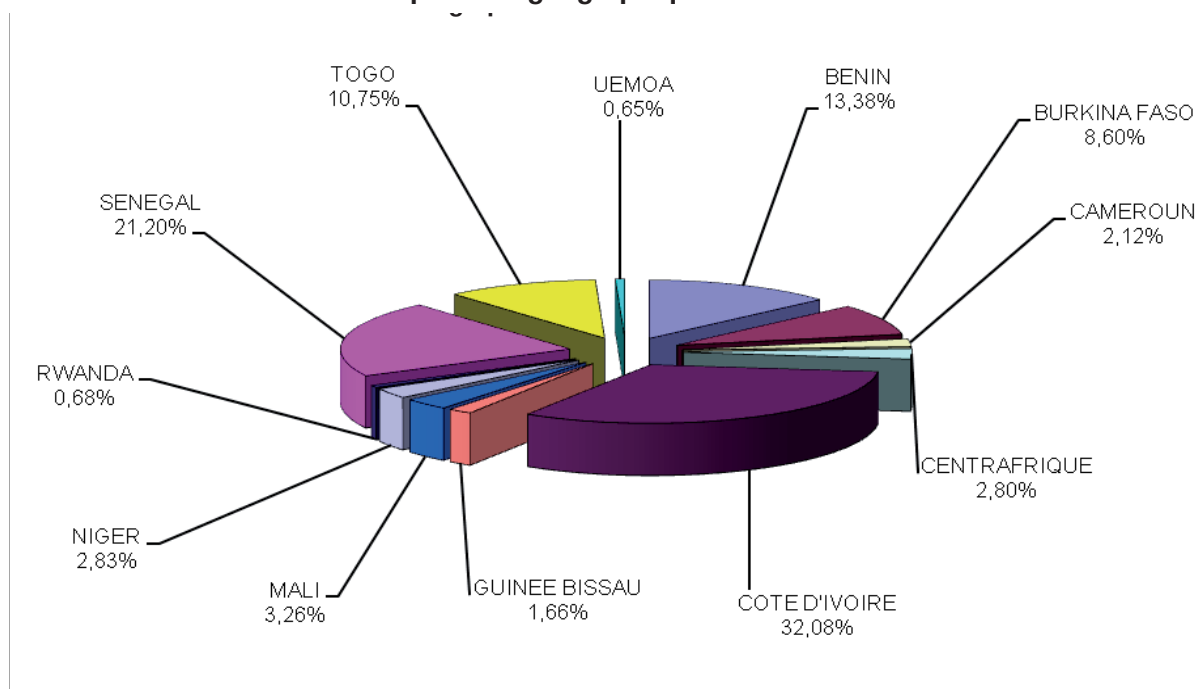


Engagements cumulés par pays

(millions FCFA)

PAYS	PROJETS	GARANTIE	TOTAL (%)
BENIN	34	36 198,30	13,38
BURKINA FASO	21	23 271,00	8,60
CAMEROUN	4	5 747,50	2,12
CENTRAFRIQUE	6	7 580,00	2,80
COTE D'IVOIRE	59	86 807,94	32,08
GUINEE BISSAU	1	4 500,00	1,66
MALI	8	8 817,00	3,26
NIGER	6	7 647,80	2,83
RWANDA	4	1 838,00	0,68
SENEGAL	43	57 382,00	21,20
TOGO	14	29 085,00	10,75
UEMOA	1	1 750,00	0,65
TOTAL	201	270 624,54	100,00

Répartition géographique



La répartition des interventions par pays reflète notamment le dynamisme économique de chaque Etat et le degré de maturité des projets soumis en garantie. La Côte d'Ivoire et le Sénégal continuent comme par le passé de figurer au nombre des principaux bénéficiaires avec respectivement 32,08 % et 21,20 % des engagements bruts cumulés au 31 décembre 2007.



Signature d'un accord de garantie en faveur de la société SCG (Bénin)





Engagements cumulés par Institution (en millions FCFA)

Institution	Nombre	Montant	%
AFD	3	6 925,00	2,56
BACB	3	1 373,00	0,51
BACI	5	1 783,00	0,66
Banque Atlantique CI	5	5 429,99	2,01
BCB	2	350,00	0,13
BDEAC	3	3 280,00	1,21
BFA	8	8 770,00	3,24
BIA NIGER	1	424,80	0,16
BIB	2	350,00	0,13
BIBE	2	600,00	0,22
BICIA-B	1	308,75	0,11
BICIS	3	1367,08	0,51
BID	1	3 278,91	1,21
BIM	1	400,00	0,15
BIS	2	300,00	0,11
BNDA	1	366,40	0,14
BOAD	23	40 914,00	15,12
BRD	4	1 838,00	0,68
BRIC	2	4 180,00	1,54
BST	4	1 244,88	0,46
BTCI	3	3 208,00	1,19
CBAO	8	8 834,00	3,26
CBCA/BICA	2	1300,00	0,48
COBACI	4	5 700,00	2,11
CONTINENTAL BANK	3	6 240,00	2,31
CREDIT LYONNAIS	1	480,00	0,18
FINANCIAL BANK	2	900,00	0,33
FIRST BANK NIGERIA	1	4 500,00	1,66
FORTIS BANK	1	2 500,00	0,92
FPE	1	360,00	0,13
GROUPE BOA	7	4 304,50	1,59
GROUPE BSIC	7	3 314,00	1,22
GROUPE ECOBANK	19	14 978,72	5,53
Groupe Sté Générales de Banques	7	2 382,66	0,88
GTA-C2A	1	2 500,00	0,92
JACOBSEN ELEKTRO	1	3 000,00	1,11
MARCHE FINANCIER	32	88 478,60	32,69
OMNIFINANCE	2	307,00	0,11
POOL BANCAIRE	6	11 771,50	4,35
UTB	1	400,00	0,15
VERSUS BANK	2	3 500,00	1,29
AUTRES	14	18 181,75	6,72
TOTAL	201	270 624,54	100,00

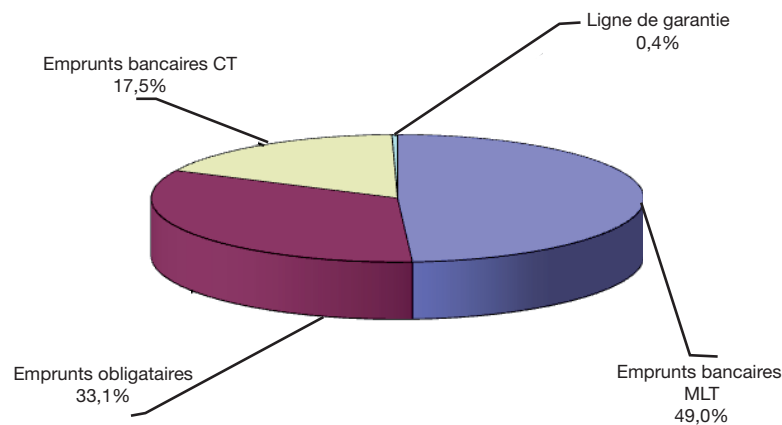


Il ressort du tableau que le marché financier demeure le principal partenaire avec 32,69 % des engagements cumulés garantis suivi de la BOAD avec 15,12 %. Le reste des interventions concerne essentiellement les banques commerciales.

Répartition par type de concours

Nature	Nbre de dossiers	Montant (MFCFA)	%
Emprunts bancaires MLT	125	132 707,54	49,0
Emprunts obligataires	32	89 618,00	33,1
Emprunts bancaires CT	43	47 299,00	17,5
Ligne de Garantie	1	1 000,00	0,4
TOTAL	201	270 624,54	100,0

Répartition par type de concours



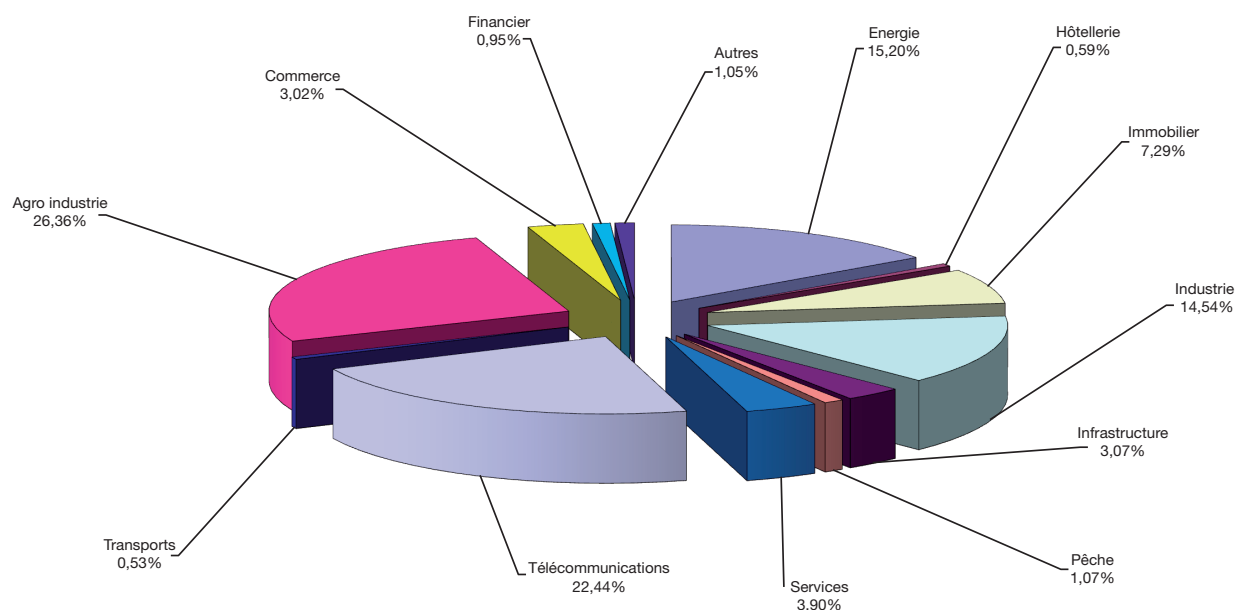
Les emprunts bancaires s'élèvent à 180 000 millions de FCFA et représentent 2/3 des montants garantis cumulés au 31/12/07.

Répartition par activités

Activités	Montant	%
Energie	41 125,00	15,20
Hôtellerie	1 604,00	0,59
Immobilier	19 718,00	7,29
Industrie	39 344,80	14,54
Infrastructure	8 319,00	3,07
Pêche	2 883,00	1,07
Services	10 564,00	3,90
Télécommunications	60 723,00	22,44
Transports	1 434,00	0,53
Agro-industrie	71 349,73	26,36
Commerce	8 160,00	3,02
Financier	2 566,00	0,95
Autres	2 834,00	1,05
TOTAL	270 624,53	100,00



Répartition par activités



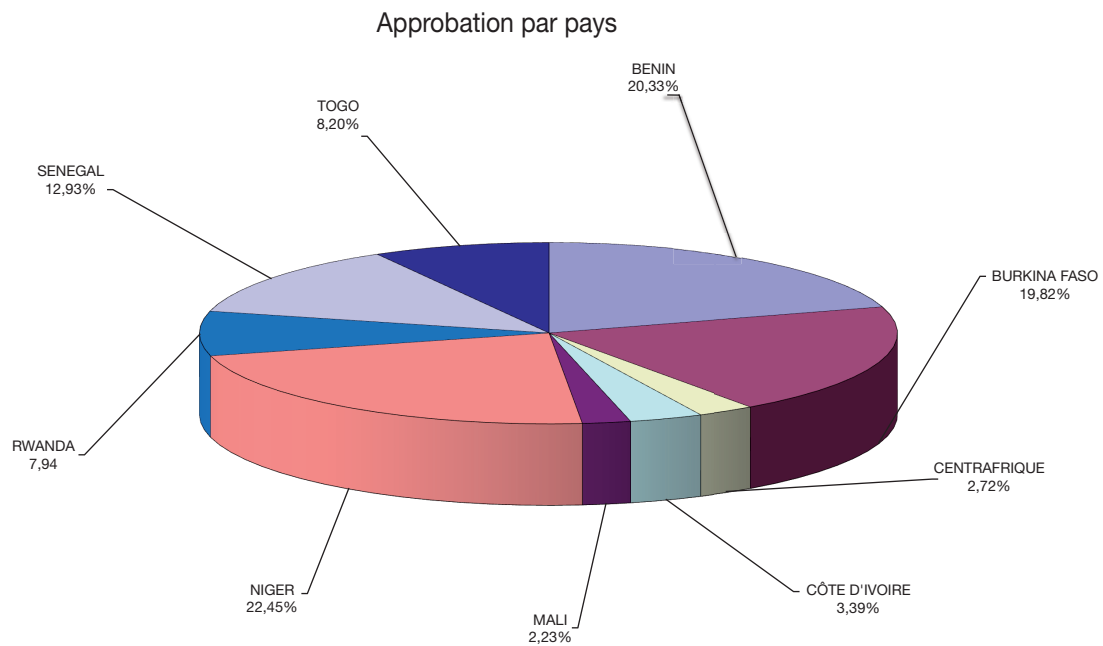
Les engagements sont concentrés à hauteur de 78,56 % autour de quatre activités principales : Agro-industrie (26,38%), Télécommunications (22,44%), Energie (15,20%) et Industrie (14,54%). Cette forte concentration est motivée par l'importance des dites activités dans les économies nationales d'une part et par la forte demande de financement émanant des entreprises publiques et des sociétés privées de télécommunications d'autre part.

4.2.5.4.2. - Bonification

Les approbations brutes cumulées en bonification de taux d'intérêt s'élèvent à 5 807,8 millions de FCFA au 31 décembre 2007 en faveur de 44 projets situés dans 09 Etats membres.

Approbations cumulées par pays Millions de Fcfa

PAYS	NBR DOSSIERS	MONTANT	%
BENIN	6	1 180,83	20,33
BURKINA FASO	8	1 151,00	19,82
CENTRAFRIQUE	1	158,00	2,72
CÔTE D'IVOIRE	1	196,67	3,39
MALI	1	129,38	2,23
NIGER	8	1 303,77	22,45
RWANDA	8	460,92	7,94
SENEGAL	7	751,14	12,93
TOGO	4	476,09	8,20
TOTAL	44	5 807,80	100,00



Le Niger (22,45%), le Bénin (20,33%), le Burkina Faso (19,82%), le Sénégal (12,93%), sont les principaux bénéficiaires des interventions en bonification.

4.2.5.4.3. - Prise de participation

Les interventions en prise de participation s'élèvent à 1557,33 millions de FCFA au 31 décembre 2007 en faveur de neuf (09) projets dont 07 régionaux.

Il s'agit de participations à caractère stratégique ou financier. Le portefeuille actuel se présente comme suit :

Répartition par bénéficiaire

Société	Capital	Participation	
		Montant (MFCFA)	En % du capital
ASE	153	10	6,50
Cauris Investissement	5 000,00	225	5,00
BRVM	2 904,32	100	3,40
DC/BR	1 461,52	50	3,40
SCIE	650	50	7,69
Atlantic Financial Group ⁽¹⁾	20 000,00	500	2,50
SP-FAB	1 000*	45	10,00
Fonds de Garantie Agricole du Rwanda	2200**	100	4,54
BRIC ⁽²⁾	500*	300	0,12
TOTAL		1380	

*En milliers USD

** En millions FRW

(1) et (2) non encore décaissé



4.2.5.4.4. - Allongement de la durée de crédit

Au 31 décembre 2007, les approbations en allongement de la durée de crédit s'élevaient à 976,8 millions de FCFA et concernent deux projets situés au Niger (AHA Dembou) et au Sénégal (SENELEC).

4.2.5.4.5. - Facilité d'appui au commerce international (FACI)

Les activités menées dans le cadre de la mise en œuvre et de l'opérationnalisation de la FACI se sont poursuivies au cours de l'exercice. Par ailleurs, le Fonds a procédé à la sélection de certaines banques de ses Etats membres pour le lancement du produit.

4.2.5.5 - Suivi des projets

Le suivi des projets s'est effectué aussi bien au plan interne qu'externe. Il a concerné l'exécution des projets garantis à travers la collecte et l'analyse d'informations et le suivi des projets sur leurs sites d'implantation.

Quant aux projets en difficulté, ils ont fait l'objet d'un suivi tout au long de l'exercice. L'objectif visé est de trouver avec l'ensemble des partenaires à ces projets, notamment les banques, les solutions adéquates en vue d'un dénouement acceptable des différents crédits garantis.

4.2.6. - Coopération et Communication

L'exercice a été marqué par la poursuite et l'approfondissement des démarches en direction de potentiels adhérents (Etats et/ou Institutions) ainsi que par le renforcement de la coopération avec les Etats membres, les Institutions financières nationales et internationales et les organismes de développement. La communication interne et externe a également été renforcée pendant l'exercice.



Audience accordée par SEM Tertius ZONGO, 1er Ministre du Burkina



4.2.6.1. – Ouverture du capital

Les opérations de prospection se sont poursuivies en direction notamment de 11 pays africains et d'une douzaine d'institutions européennes et africaines.

4.2.6.2. – Coopération avec les Etats membres

Les actions de coopération menées dans les Etats membres, au cours de l'exercice, ont porté sur des visites de courtoisie et de travail du Directeur Général auprès des Etats (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Rwanda et Sénégal) et la participation aux manifestations nationales et internationales.

4.2.6.3. – Coopération avec les Institutions financières et Organismes de développement

Les relations de coopération avec les Institutions financières et Organismes de développement ont été maintenues et renforcées, particulièrement avec la Banque Mondiale, le FMI, Shelter Afrique, la BOAD, la BAD, la BIDC, le FSA, la BDEAC, le Fonds GARI, la BID et la SIACE.

L'exercice a aussi été caractérisé par la création de l'APIGA dont l'Assemblée Générale Constitutive s'est tenue le 16 avril 2007 au siège du Fonds. Ainsi, le FAGACE, le FSA, le Fonds GARI et le FONAGA-BENIN se sont unis en vue de normaliser le métier de garant, de défendre leurs intérêts tout en harmonisant leurs règles d'intervention.

L'appui institutionnel apporté depuis 2006 par le CDE s'est achevé pendant l'exercice, avec la mise à la disposition du Fonds d'un mémorandum de levée de ressources, lui donnant ainsi les moyens techniques visant l'augmentation de ses ressources financières et le renforcement de ses capacités.

4.2.6.4. – Communication

La communication interne et externe s'est renforcée au cours de l'exercice. L'édition du journal d'entreprise s'est poursuivie avec un accent particulier sur la qualité de l'impression.

La plaquette d'informations a été révisée et améliorée dans sa présentation. La nouvelle version plus expressive présente le Fonds en langues française, anglaise, arabe et portugaise.

La célébration du trentenaire a été l'occasion de réaliser un film institutionnel et un journal événementiel qui ont pu être diffusés dans les Etats membres.

Au niveau de la communication média, les activités du Fonds ont pu être diffusées dans des médias de grande audience (RFI, Fraternité Matin, STV Cameroun, Banque Afrique Bulletin, Construire l'Afrique, les Afriques).

Le site web, vitrine de l'Institution, a été régulièrement mis à jour. Le nombre de visiteurs s'élève à plus de 10 000 au 31 décembre 2007.

4.2.7. – Situation financière

Les résumés des états financiers de l'exercice se présentent comme suit :

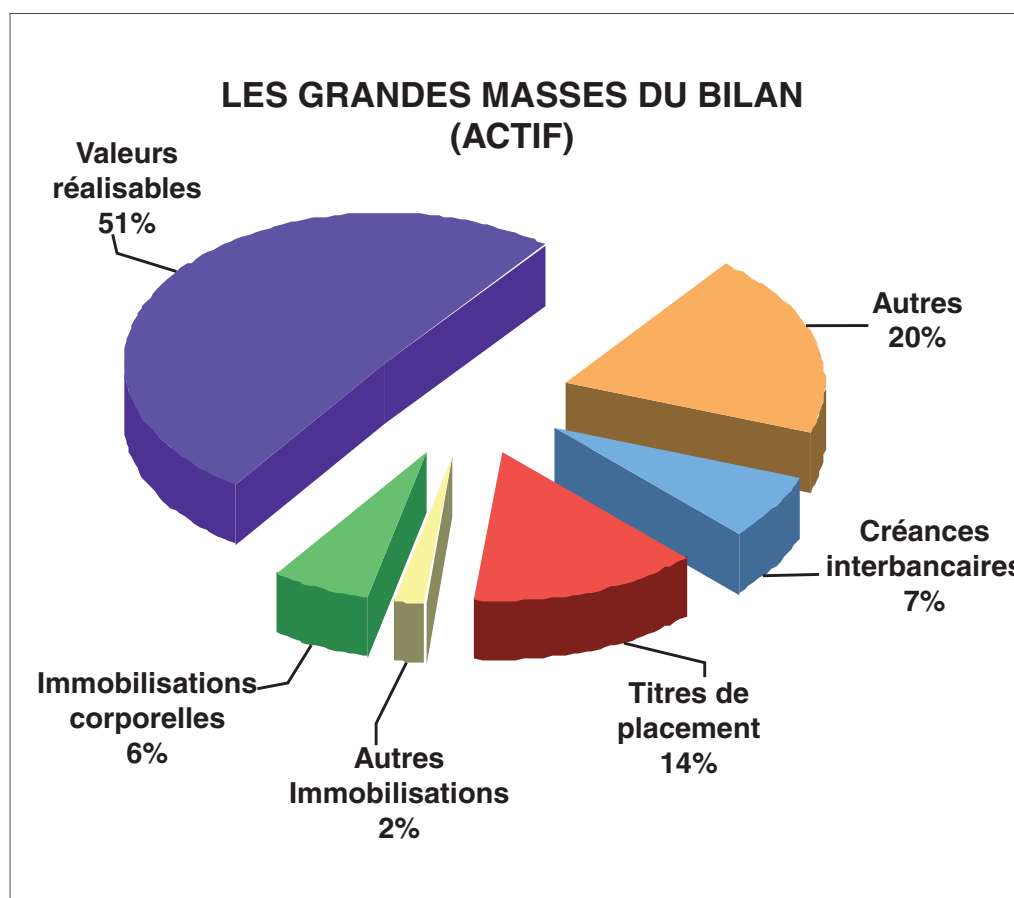
4.2.7.1.- Bilan et Comptes de Résultat

4.2.7.1.1- Bilan

Le total du bilan en 2007 s'élève à 42 610 890 300 FCFA contre 42 833 024 886 FCFA l'année précédente et se décompose comme suit dans ses grandes lignes (FCFA) :



Actif	2006 (PM)	2007
Créances interbancaires	2 727 485 744	2 943 489 611
Titres de placement	8 648 227 613	6 066 633 419
Immobilisations financières	371 762 799	338 108 379
Immobilisations incorporelles	678 468 703	422 992 432
Immobilisations corporelles	697 105 036	2 640 466 806
Actionnaires ou associés	21 813 160 000	21 311 826 000
Autres actifs	7 697 093 105	8 469 577 130
Comptes d'ordre et divers	199 721 886	417 796 523
Total	42 833 024 886	42 610 890 300





Activités de l'exercice



● Les créances Interbancaires

Les créances interbancaires concernent les dépôts à terme et les comptes à vue. Elles s'élèvent à 2 943 489 611 FCFA et représentent 6,9 % du total du bilan.

● Titres de Placement

Les titres de placement en baisse de 29,85 % en 2007 se chiffrent à 6 066 633 419 FCFA contre 8 648 227 613 FCFA en 2006. Cette baisse s'explique par la conversion d'une partie des titres en liquidités pour faire face aux appels de garantie.

● Immobilisations financières

Les immobilisations financières ont légèrement régressé et s'élèvent à 338 108 379 FCFA en 2007 contre 371 762 799 FCFA en 2006.

● Immobilisations Incorporelles et Corporelles

Les immobilisations sont constituées des valeurs incorporelles et corporelles, (terrains, constructions, mobiliers et matériel etc.) Elles s'élèvent à 3 063 459 238 FCFA en 2007 contre 1 375 573 739 FCFA en 2006. Cette hausse est due aux investissements réalisés et à la réévaluation des immobilisations.

● Actionnaires et Associés

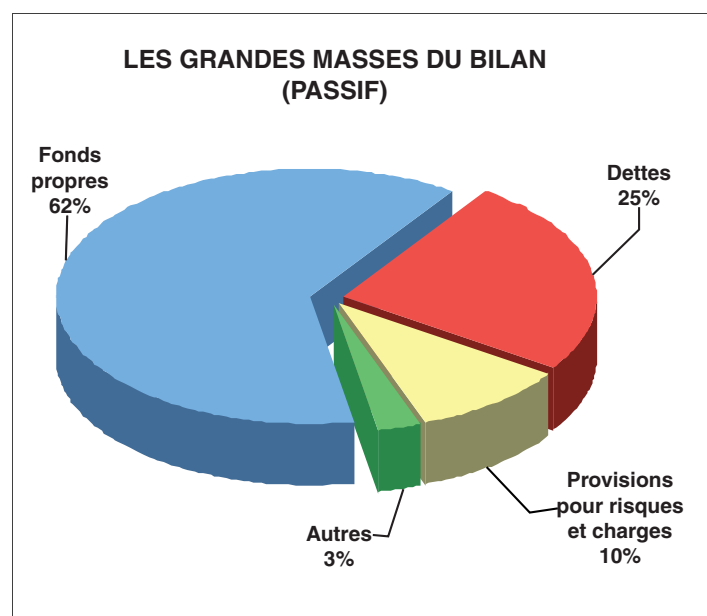
Il regroupe les comptes des différents actionnaires de l'Institution. En raison de l'augmentation du capital intervenue en 2004, le montant de 21 311 826 000 FCFA s'analyse en capital appelé pour 6 845 452 000 FCFA et en capital non encore appelé pour 14 466 374 000 F CFA.

● Autres Actifs

Ce poste est constitué en partie des débiteurs divers et des commissions diverses. Il se chiffre à 8 469 577 130 FCFA en 2007 contre 7 697 093 105 FCFA en 2006. Cette progression d'environ 10,04 % s'explique par les paiements intervenus suite à la mise en jeu de la garantie du Fonds.

Passif	2006 (PM)	2007
Dettes interbancaires	2 170 568 651	4 695 644 685
Dettes à l'égard de la clientèle	6 500 000 000	6 000 000 000
Autres passifs	100 870 398	259 061 561
Comptes d'ordre et divers	866 609 497	894 887 637
Provisions pour risques et charges	864 513 984	4 282 208 919
Capital	30 000 000 000	30 000 000 000
Réserves	1 496 993 027	2 063 462 066
Ecart de réévaluation	717 000 290	2 344 555 864
Résultat	116 469 039	-7 928 930 432
Total	42 833 024 886	42 610 890 300





Les principaux comptes appellent les commentaires suivants :

● *Dettes Interbancaires*

Elles concernent les comptes courants créditeurs, les avances à terme fixe et les emprunts. Elles sont évaluées à 4 695 644 685 FCFA en 2007 contre 2 170 568 651 FCFA en 2006.

● *Dettes à l'égard de la clientèle*

Les dettes à l'égard de la clientèle concernent les dépôts des tiers dans le cadre des opérations d'intermédiation. Elles s'élèvent à 6 000 000 000 FCFA en 2007 contre 6 500 000 000 FCFA en 2006.

● *Autres Passifs*

Les autres passifs se chiffrent à 259 061 561 FCFA en 2007 contre 100 870 398 FCFA en 2006. Ils concernent les différents prestataires de services du Fonds.

● *Comptes d'ordre et divers passifs*

Les comptes d'ordre et divers passifs sont constitués des bonifications, des intérêts et autres honoraires. Ils s'élèvent à 894 887 637 FCFA en 2007 contre 866 609 497 FCFA en 2006. Soit une progression de 2%.

● *Provisions pour risques et charges*

Les provisions s'élèvent en 2007 à 4 282 208 919 FCFA contre 864 513 984 FCFA en 2006.

● *Capitaux propres*

Les capitaux propres sont constitués du capital, des réserves, des écarts de réévaluation, du report à nouveau et du résultat de l'exercice.



Activités de l'exercice



● Engagement hors bilan

Les engagements donnés et reçus s'équilibrent à 89 302 130 000 FCFA et concernent les projets dans les pays membres.

4.2.7.2 - Comptes de Résultats

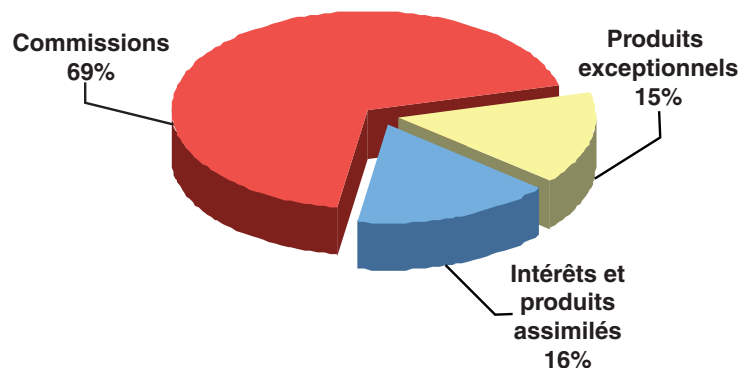
Le compte de résultat se présente comme suit :

Produits	2006 (PM)	2007
Intérêts et produits assimilés	514 136 041	504 007 811
Commissions	2 207 699 070	2 118 220 660
Produits généraux d'exploitation	0	0
Excédents des reprises sur dotation	0	0
Produits exceptionnels	4 775 580	466 226 611
Profits sur exercices antérieurs	100 747 708	3 167 644
Total des produits	2 827 358 399	3 091 622 726
Charges		
Intérêts et charges assimilés	655 290 954	890 036 940
Frais de personnel	669 975 963	809 366 493
Autres frais généraux	967 894 360	1 414 415 128
Dotations aux amort. et provisions	410 568 171	7 894 346 484
Charges exceptionnelles		
Pertes sur exercice antérieur		12 388 113
Total des charges	2 710 889 360	11 020 553 158
Résultat de l'exercice	116 469 039	-7 928 930 432

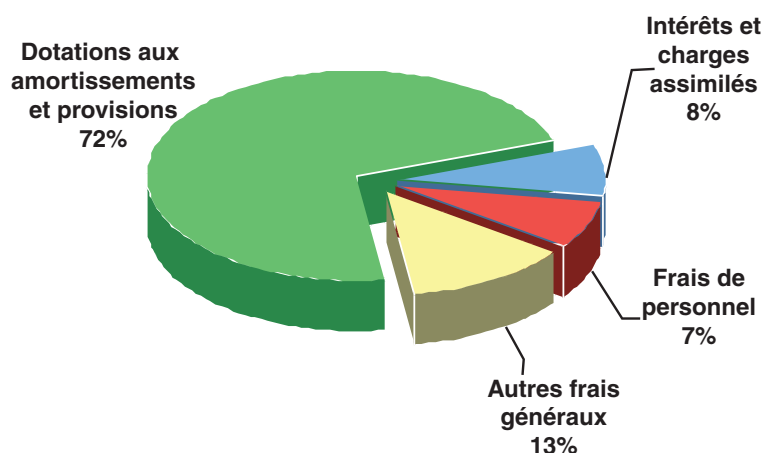




COMPTE DE RESULTAT (PRODUITS)



COMPTE DE RESULTAT (CHARGES)



Le compte de résultat 2007 appelle les commentaires suivants :

Les produits de service issus des activités de garantie contribuent à 68,51 % à la formation des revenus globaux de l'institution.

Les revenus opérationnels ont regressé de 4,05 % : 2 118 220 660 FCFA en 2007 contre 2 207 699 070 FCFA en 2006. Cette baisse est liée à la réduction progressive des encours des projets avalisés.

Les produits de placement ont baissé de 2 % : 504 007 811 FCFA en 2007 contre 514 136 041 FCFA en 2006 en raison de la baisse des taux appliqués et de la conversion d'une partie des titres en liquidités.

Au niveau des charges de fonctionnement, le compte intérêts et charges assimilés concernent les charges financières liées aux bonifications et activités d'intermédiation. Il présente un solde de 890 036 940 FCFA en 2007 contre 655 290 954 FCFA en 2006. Soit une augmentation de 32,85 % qui découle des intérêts à payer sur les dépôts des tiers dans le cadre des opérations d'intermédiation et des intérêts sur les emprunts bancaires.

Les frais de personnel s'élèvent à 809 366 493 FCFA en 2007 contre 669 975 963 FCFA en 2006, soit une augmentation de 20,80 % en raison des avancements statutaires du personnel d'une part et de l'accroissement de l'effectif du personnel qui est passé de 38 agents en 2006 à 52 en 2007.

Les frais généraux s'élèvent à 1 414 415 128 FCFA en 2007 contre 967 894 360 FCFA en 2006.

Les amortissements et provisions s'élèvent à 7 894 346 484 FCFA en 2007 contre 410 568 171 FCFA en 2006 en raison essentiellement des dotations pour risques d'aval et pour dépréciation des débiteurs divers.



Le résultat de l'exercice 2007 est déficitaire de 7 928 930 432 FCFA contre un bénéfice de 116 469 039 FCFA en 2006 et résulte de l'ampleur des provisions constituées au cours de l'exercice. La décision de la Direction Générale de procéder à une constitution de provisions à un niveau aussi important se justifie par deux considérations :

- assainir le portefeuille, au regard d'une part des difficultés économiques que rencontrent certains secteurs stratégiques des pays membres et d'autre part de la ferme volonté des Etats membres de relever le niveau du capital à un niveau suffisamment important pour permettre au Fonds de renforcer son potentiel.
- donner un signal de transparence à l'endroit des partenaires et une volonté de remise à niveau afin d'être en phase avec les pratiques universellement admises et ce, en dépit de l'inexistence de règles spécifiques applicables aux Fonds de garantie.

4.2.7.3 – Exécution du budget

• Opérations en capital

Arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 3 705 548 628 FCFA, le budget a été exécuté à hauteur de 53,43 % pour les recettes, soit 1 979 887 552 FCFA et à hauteur de 49,59% pour les dépenses, soit 1 703 927 161 FCFA. Le solde dégagé s'élève à 275 960 391 FCFA.

• Fonctionnement

Arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 2 671 000 000 FCFA, le budget a été exécuté à hauteur de 98,59% pour les recettes, soit 2 633 275 319 FCFA et à hauteur de 104,5% pour les dépenses, soit 2 791 268 244 FCFA.

4.2.7.4 – Vérifications internes et externes

4.2.7.4.1 – Audit Interne, Post Evaluation et Contrôle de gestion

L'audit interne et le contrôle de gestion ont concerné l'ensemble des activités, conformément aux dispositions des textes de base et aux normes généralement admises, notamment le respect des politiques d'actions, procédures, lois et règlements mis en vigueur par les textes de l'Institution.

• Audit Interne et Post Evaluation

Les activités d'audit interne de l'exercice ont concerné l'organisation et le fonctionnement, principalement dans leurs volets gestion du personnel, engagements, patrimoine, d'une part, ainsi que la post-évaluation de projets, le suivi des recommandations du Commissaire aux comptes sur le contrôle interne, l'assistance et le suivi, d'autre part.

Ces différents audits ont permis de faire des recommandations aussi bien au plan du contrôle interne que des audits de fonction. Celles-ci visent à corriger les dysfonctionnements et à améliorer les procédures existantes.

• Contrôle de Gestion

Le contrôle de gestion a porté essentiellement sur la vérification des opérations effectuées au cours de l'exercice.

4.2.7.4.2 – Commissaire aux comptes

Le Cabinet CKA Audit & Conseil de la République Togolaise, Commissaire aux comptes a vérifié les comptes et le système de contrôle interne. A l'issue de sa mission, il a certifié sincères les états financiers. Il a également certifié que le système de contrôle interne en vigueur garantit la sécurité du patrimoine.

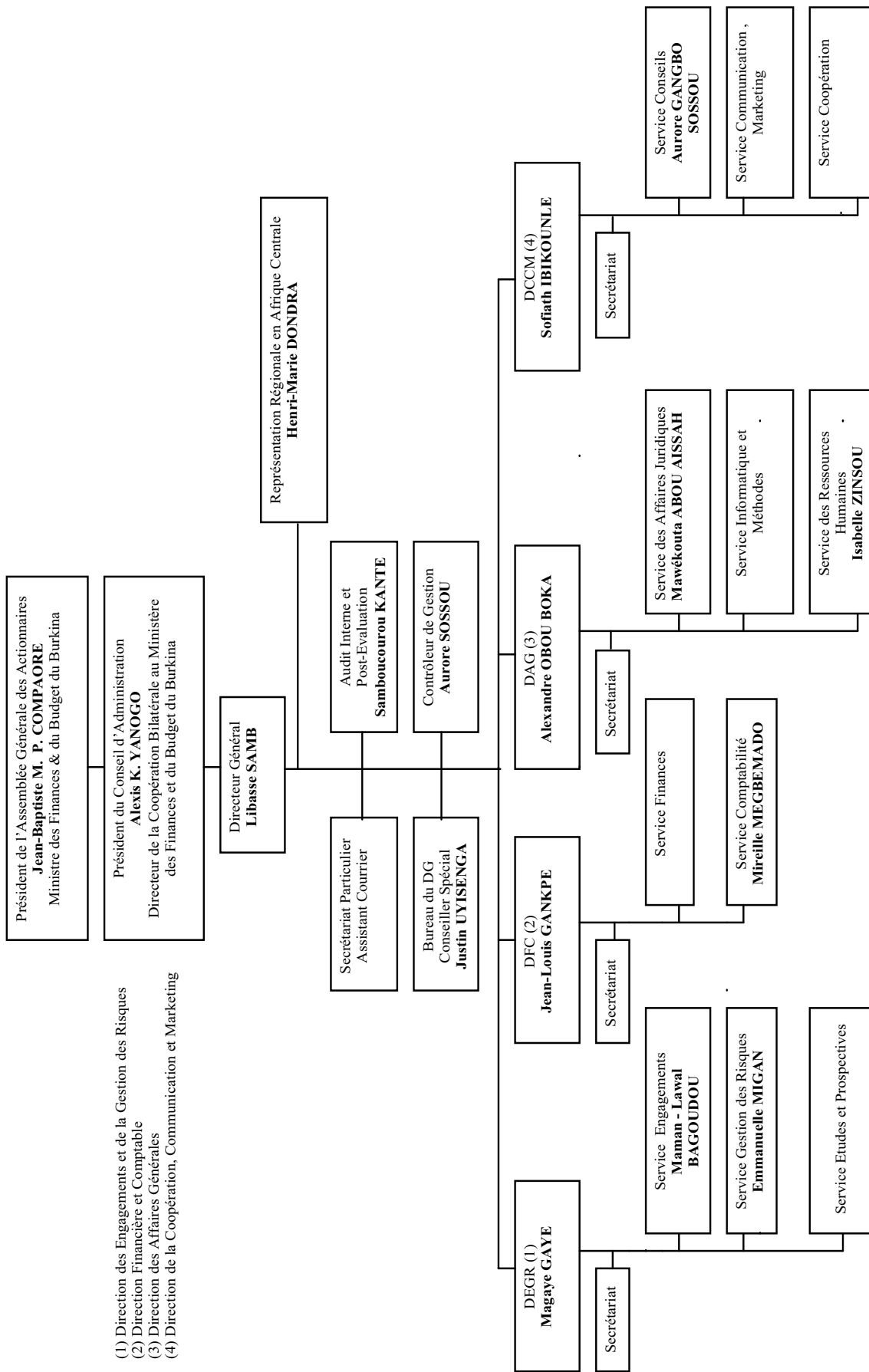
V. – ANNEXES



- 5.1. – Organigramme du Fonds
- 5.2. – Bilan des interventions
- 5.3. – Bilan et comptes de résultat
- 5.4. – Lettre de certification du Commissaire aux comptes



5.1. – Organigramme du Fonds



- (1) Direction des Engagements et de la Gestion des Risques
- (2) Direction Financière et Comptable
- (3) Direction des Affaires Générales
- (4) Direction de la Coopération, Communication et Marketing



5.2. – Bilan des interventions

APPROBATIONS DES AVALS 2007 PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
(en millions de FCFA)

N° d'ordre	Projet	Pays	Nature	Bailleur	Montant prêt	Montant garanti
1	BIOPHARMA	Cameroun	Créd invest	BDEAC-UBC	1 638,00	819,00
2	Group Santé Afric (GSA)	Cameroun	Créd invest BDEAC	FIRST BANK-	2 905,00	1 452,50
3	Sté de Ciments du Golfe (SCG)	Bénin	Créd invest	BOAD	6 000,00	2 500,00
4	COMMUNITEC BENIN	Bénin	Créd invest	EDC	2 296,00	1 837,00
5	CBCA (Ligne de garantie)	Centrafrique	Créd invest	CBCA		1 000,00
6	TOGO TELECOM	Togo	Emp Oblig	Marché Fin Rég	20 000,00	6 543,00
7	AIRCOM SA	Côte d'Ivoire	Créd invest	BOAD	6 000,00	3 000,00
8	ICAFCA	Côte d'Ivoire	Créd invest	COBACI	4 000,00	2 400,00
9	GESTOCI	Côte d'Ivoire	Emp Oblig	Marché Fin Rég	5 000,00	2 375,00
					47 839,00	21 926,50



APPROBATIONS DES AVALS 2007 PAR LE COMITE INTERNE DE GARANTIE
(en millions FCFA)

N° d'ordre	Projet	Pays	Nature	Bailleur	Montant prêt	Montant garanti
1	SPM	Cameroun	Créd invest	CBC	793,00	476,00
2	AGRISUD	Côte d'Ivoire	Créd invest	BNI	500,00	400,00
3	YAPOFLOR	Côte d'Ivoire	Créd invest	COFIPA	126,18	100,94
4	FINACOM	Côte d'Ivoire	Créd invest	BRS	500,00	300,00
5	APEXIM	Côte d'Ivoire	Créd camp	BFA	2 500,00	500,00
6	NESKO	Burkina	Emp. Obl.	Marché Fin Rég	3 000,00	1 400,00
7	ADIFEMI	Côte d'Ivoire	Créd invest	BFA	500,00	250,00
8	BENIN MINNING	Bénin	Créd invest	EQUIPBAIL	350,00	175,00
9	OWO WOLE TMT	Bénin	Créd invest	AIB	238,00	142,80
10	Résidences de NGOR	Sénégal	Créd invest	SHELTER AFRIQUE	250,00	200,00
11	OBOUF	Burkina	Créd invest	BIB	625,00	500,00
12	Société des Ciments du Golfe	Bénin	Créd invest	Financial Bank	1 500,00	400,00
13	Société des Ciments du Golfe	Bénin	Créd invest	Banq Atlantique	2 500,00	400,00
14	Société des Ciments du Golfe	Bénin	Créd invest	BOA	2 500,00	400,00
15	Société des Ciments du Golfe	Bénin	Créd invest	BIBE	1 500,00	400,00
16	Société des Ciments du Golfe	Bénin	Créd invest	BSIC	2 000,00	400,00
17	SCI ADIJA (Hôtel)	Centrafrique	Créd invest	BDEAC	300,00	180,00
18	SYNERGIS	Côte d'Ivoire	Créd invest	BACI	350,00	210,00
19	CAFCACI	Côte d'Ivoire	Créd camp	BACI	625,00	400,00
20	CAFCACI	Côte d'Ivoire	Créd invest	BACI	4 899,99	3 919,99
					25 557,17	11 154,74
29	Total des Approbations de l'exercice:				73 396,17	33 081,74



Bonifications

Pays	Projet	Prêteur	Nbre de points	Coût total	Montant Bonification	Mont Allong
Bénin	Dév. rural Atacora phase 2	BOAD	1,23	6 870,72	143	
	Ponts Mono & Sazué	"	1,85	2 847,00	157	
	Route Savè Parakou	"	1	9 300,00	131	
	Electrification rurale	"	1	922	74,64	
	Turbine à gaz	"	0,6	6 500,00	194,19	
	Route Akossombo Place de Souvenir	"	1		481	
Burkina	Sofivar	"	1,5	1 834,00	108,5	
	AHA Sourou	"	1	1 509,00	88	
	Sites antiérosifs	"	2,5	1 293,00	91,8	
	Barrage de Bagré	"	1	47 978,00	117	
	Sofitex	"	1	5 400,00	110	
	AHA Liptako-Gourma	"	1	2 460,00	138,5	
	Route Ouaga-Léo	Fds CEDEAO	0,6	2 900,00	103	
	Interconnexion RN 1& 4	BID	1		394,7	271
Centrafrique	Sucrerie de la Ouaka	BDEAC	2	11 000,00	158	
Côte d'Ivoire	Echangeur bld VGE	BOAD	0,5	10 929,00	196,67	
Mali	Acquisition matériels agricoles		0,75		595,32	
Niger	Sonichaux	BDRN	4,65	570	77,69	
	Sonia	"	4,66	771	71	
	AHA Dembou	BOAD	1,5	1 879,00	147	
	Irrigation Dallol-Maouri	"	1,5	1 500,00	81,67	
	Route rurale Gotheye-Mehana	"	1	1 402,00	91,07	
	AEP ville de Niamey	"	1	4 344,00	104,28	
	Hydraulique Tillabery	"	1	1 970,00	135	
	Développement de l'élevage dans la région du Liptako Gourma	1		129,375		
Rwanda	Hôtel Izuba de Gisenyi	AFD	1	1 820,00	150	
	Sopab	BRD	3,5	195	41,5	
	AEP Région des Laves**	BADEA	0,8	*72,20	90	
	Ovibar	BRD	3	304	65,64	
	Juco Fruits	"	4	138	19,2	
	Utexrwa	BRD/BCR	4,4	2 260,89	49,09	
	Srb	BRD	4	824	11,29	
	Marché Remera	BRD	1,00	**300,00	34,2	
Sénégal	AHA Anambé	BOAD	2	6 637,00	120	
	AEP Région de Saint-Louis	"	1	2 840,00	95	
	sert	SFI	1,5	1 500,00	34,74	
	Ensema	BID	0,5	4 560,00	109	
	Route Fatick-Kaolack	Fds CEDEAO	0,75	6 570,00	91	
	Chemin de fer	Pakistan	1,7	750	99	
Togo	Centrale Electrique Bel Air	BID	0,5	17 770,00	202,4	705,8
	Sotoco	BOAD				
	AEP Dapaong	"	1,25	3 200,00	101,05	
	Turbines à gaz	"	1	8 630,00	113,68	
	Acquisition de bus	BID	0,6	6 500,00	194,19	
				-	2 111,00	67,17
					5807,555	976,8



5.3. – Bilan et compte de résultat

BILAN AU 31 DECEMBRE 2007

(EN FCFA)

A C T I F	MONTANTS NETS	
	Exercice 2006 (PM)	Exercice 2007
CREANCES INTERBANCAIRES		
A vue		
* Banques Centrales	246 963 463	155 218 039
* Trésor Public, CCP		
* Autres établissements de crédits	2 024 648 596	2 431 221 324
A terme	455 873 685	357 050 248
CREANCES SUR LA CLIENTELE		
Portefeuille d'effets commerciaux		
* Crédits de campagne		
* Crédits ordinaires		
Autres concours à la clientèle		
* Crédits de campagne		
* Crédits ordinaires		
Comptes ordinaires débiteurs		
Affacturage		
TITRES DE PLACEMENT	8 648 227 613	6 066 633 419
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	371 762 799	338 108 379
CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	678 468 703	422 992 432
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	697 105 036	2 640 466 806
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	21 813 160 000	21 311 826 000
Capital appelé	6 845 452 000	
Capital sujet à appel	14 466 374 000	
AUTRES ACTIFS	7 697 093 105	8 469 577 130
COMPTES D'ORDRE ET DE DIVERS	199 721 886	417 796 523
TOTAL DE L'ACTIF	42 833 024 886	42 610 890 300



BILAN AU 31 DECEMBRE 2007

(EN FCFA)

P A S S I F	MONTANTS NETS	
	Exercice 2006 (PM)	Exercice 2007
DETTES INTERBANCAIRES		
A vue		
* Trésor public, CCP		
* Autres établissements de crédits	2 170 568 651	4 695 644 685
A terme		
DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE		
Comptes d'épargne à vue		
Comptes d'épargne à terme		
Bons de caisse		
Autres dettes à vue		
Autres dettes à terme	6 500 000 000	6 000 000 000
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE		
AUTRES PASSIFS	100 870 398	259 061 561
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	866 609 497	894 887 637
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	864 513 984	4 282 208 919
PROVISIONS REGLEMENTÉES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX		
CAPITAL	30 000 000 000	30 000 000 000
Capital Libéré	8 688 174 000	
Capital appelé	6 845 452 000	
Capital sujet à appel	14 466 374 000	
PRIMES LIÉES AU CAPITAL		
RESERVES	1 496 993 027	2 063 462 066
ECARTS DE REEVALUATION	717 000 290	2 344 555 864
REPORT A NOUVEAU		
RESULTAT DE L'EXERCICE	116 469 039	-7 928 930 432
TOTAL DU PASSIF	42 833 024 886	42 610 890 300



Compte de résultat au 31 décembre 2007

(EN FCFA)

COMPTE DE RESULTAT	MONTANTS	
	Exercice 2006 (PM	Exercice 2007
PRODUITS		
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		
Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	514 136 041	504 007 811
Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle		
Autres intérêts et produits assimilés		
PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
COMMISSIONS	2 207 699 070	2 118 220 660
PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES		
Produits sur titres de placement		
Dividendes et produits assimilés		
Produits sur opérations de change		
Produits sur opérations de hors bilan		
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
MARGES COMMERCIALES		
VENTES DE MARCHANDISES		
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES		
PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION		
REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN		
EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 775 580	466 226 611
PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	100 747 708	3 167 644
RESULTAT DE L'EXERCICE		
TOTAL	2 827 358 399	3 091 622 726



Engagements hors bilan au 31 décembre 2007

(EN FCFA)

ENGAGEMENTS HORS BILAN	MONTANTS NETS	
	Exercice 2006 (PM)	Exercice 2007
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	92 887 090 700	94 065 980 000
D'ordre d'établissements de crédit		
Aval Prêt A.F.D. à C.E.B.	1 847 930 000	1 421 730 000
Aval Prêt BOAD à IBCG	1 191 260 000	1 087 300 000
Aval Prêt PROPARCO à SHB	579 940 000	579 940 000
Aval Prêt ECOBANK BF à JOSSIRA 1	566 040 000	559 940 000
Aval Prêt BACB à JOSSIRA 2	728 140 000	728 140 000
Aval Prêt SHELTER AFRIQUE à SOPRIM	120 000 000	120 000 000
Aval Prêt BOAD à TROPICO/ELEA	294 500 000	127 200 000
Aval Prêt BOAD à SMH	1 107 070 000	0
Aval Prêt CGF BOURSE à ICS	4 763 850 000	4 763 850 000
Aval Prêt Emprunt à PETRO IVOIRE	50 000 000	50 000 000
Aval Prêt CITIBANK à SIR	0	0
Aval Prêt CBAO à SUDINVEST	400 000 000	400 000 000
Aval Prêt BOAD à NIGELEC	1 528 390 000	1 265 510 000
Aval Prêt CGF BOURSE à SHELTER AFRIQUE	1 400 000 000	875 000 000
Aval Prêt BOAD à TOGO TELECOM	1 277 870 000	993 900 000
Aval Prêt ECOBANK BENIN à ENERDAS	134 890 000	134 890 000
Aval Prêt BID à TELECEL BENIN	1 875 000 000	1 250 000 000
Aval Prêt BOAD à ONATEL	1 397 800 000	1 118 240 000
Aval prêt BOAD à PETROCI	833 240 000	277 680 000
Aval Prêt BIBE à FSG	230 250 000	209 970 000
Aval Prêt ECOBANK BENIN à FSG	144 560 000	160 000 000
Aval Prêt FINANCIAL BQ. à NASSIROU KABIR	227 100 000	118 620 000
Aval Prêt SGI ATLANTIQUE BOURSE à BACI/COBACI	3 500 000 000	3 500 000 000
Aval Prêt CBAO à @LINK	99 030 000	99 040 000
Aval Prêt BST à ICOTAF	466 288 000	466 290 000
Aval Prêt BOAD à SENELEC	3 488 040 000	3 216 680 000
Aval Prêt BICI BOURSE à SENELEC	0	0
Aval Prêt Emprunt CEB	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt BOAD à CEB /NEPA	868 320 000	1 486 530 000
Aval Prêt Emprunt GTA-C2A	2 400 000 000	2 400 000 000
Aval Prêt BOAD à RNET	632 530 000	1 659 690 000
Aval Prêt BOAD à OPT	549 870 000	881 750 000
Aval Prêt ECOBANK CI à SIDEPA	0	0
Aval Prêt Emprunt CI TELECOM	1 666 666 700	1 666 670 000
Aval Prêt Emprunt SMB	1 000 000 000	800 000 000
Aval Prêt BETCI, BICICI, ECOBANK, OMNIFINANCE à AIT	0	0
Aval Prêt BOAD/CREDIT LYONNAIS à PCCI	1 398 476 000	1 340 790 000
Aval Prêt BOAD/CBAO à SATREC	2 384 510 000	1 799 940 000
Aval Prêt THOCOMAR	207 320 000	131 560 000
Aval Prêt CBAO à SONES	1 680 900 000	1 414 080 000
Aval Prêt ECOBANK à EROH	185 850 000	185 850 000
Aval Prêt BOAD à SBEE	372 920 000	331 810 000
Aval Prêt Emprunt TELECEL FASO	2 000 000 000	2 000 000 000
Aval Prêt BSIC à SOFITEX	815 080 000	670 320 000
Aval Prêt BACI à CAFACI/COBACI	857 730 000	857 730 000
Aval Prêt ECOBANK CI à COPALCI	808 000 000	0
Aval Prêt ECOBANK CI à Nouvelle SPROA	0	0



(EN FCFA)

ENGAGEMENTS HORS BILAN (Suite)	MONTANTS NETS	
	Exercice 2006 (PM)	Exercice 2007
Aval Prêt BACI à CIN	272 520 000	272 520 000
Aval Prêt BOAD à SOTELMA	1 278 520 000	921 980 000
Aval Prêt BOAD à SONITEL	1 462 670 000	1 960 830 000
Aval Prêt ECOBANK NIGER à CELTER NIGER	1 218 750 000	843 750 000
Aval Prêt FPE à SENBUS	0	250 000 000
Aval Prêt SGBS à SUNUAIR	137 600 000	165 000 000
Aval Prêt Emprunt PORT AUTONOME DAKAR	727 290 000	727 290 000
Aval Prêt CBAO à AFRICAMER	420 000 000	420 000 000
Aval Prêt BICIS à NSMTP	0	0
Aval Prêt BID à ATLANTIQUE TELECOM	3 279 800 000	3 279 780 000
Aval Prêt Emprunt CEB	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt SGBBE/BSIC-B à CCEC	66 000 000	31 000 000
Aval Prêt Emprunt SIFCA	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt ECOBANK CI à SALMEX INT SA	505 310 000	505 310 000
Aval Prêt ECOBANK CI à COPALCI	410 090 000	0
Aval Prêt Pool Bancaire à AIT	3 000 000 000	1 247 370 000
Aval Prêt COBACI / BOA à CAFACI	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt ECOBANK CI à Nouvelle SPROA	0	0
Aval Prêt Banque Locale à ICAR AGRO NEGOCE	328 310 000	328 310 000
Aval Prêt BFA à AIT	0	0
Aval Prêt BACI-ECOBANK à AGRIMEX	237 060 000	47 720 000
Aval Prêt BFA-ECOBANK CI à SIDEPA	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt ECOBANK Niger à CNUT	104 240 000	57 920 000
Aval Prêt BSIC/FPE à SESNCDS	750 760 000	750 760 000
Aval Prêt BTCI à SONIPA	2 100 000 000	2 100 000 000
Aval Prêt Emprunt SENELEC	3 750 000 000	1 875 000 000
Aval Prêt SGBBE/BOAD à MEDIA CONTACT	161 600 000	643 660 000
Aval Prêt Emprunt 4C	1 824 000 000	1 824 000 000
Aval Prêt BFA à Permis de conduire INTERFLEX	220 830 000	233 330 000
Aval Prêt OMNIFINANCE à CFOA	862 500 000	1 256 580 000
Aval Prêt BIS à KNDY	40 980 000	28 560 000
Aval Prêt SGBS à CORFITEX	765 380 000	705 640 000
Aval Prêt FORTIS BANQUE à PONT METALLIQUE	210 370 000	351 410 000
Aval Prrêt Emprunt ONATEL	4 376 920 000	4 376 920 000
Aval Prêt ECOBANK Sénég. à SENETEL	50 000 000	50 000 000
Aval Prêt BOAD à SENETEL	393 180 000	0
Aval Prêt BTCI à AIT	1 000 000 000	0
Aval Prêt ECOBANK à CONDICAF	1 033 050 000	1 033 050 000
Aval Prêt Emprunt MATFORCE	720 000 000	560 000 000
Aval Prêt COBACI à SYNERGIS	100 000 000	100 000 000
Aval Prêt BFA à SYNERGIS		100 000 000
Aval Prêt BST à DAKAR THON		256 660 000
Aval Prêt BOAD à GARE ROUTIERE DE MARCHANDISES		439 270 000
Aval Prêt Emprunt SEMA		2 068 500 000
Aval Prêt BIA à HOTEL TENERE		424 800 000
Aval Prêt CBCA/BICA/BPMC à UNITEC BENIN		118 480 000
Aval Prêt BRIC à SN GMB		2 612 420 000
Aval Prêt ECOBANK à ISOCEL		126 640 000
Aval Prêt BDEAC/CBCA à TELECEL CENTRAFRIQUE		1 112 080 000
Aval Prêt BACI à CAFACI		3 708 800 000



5.4. - Lettre de certification du Commissaire au comptes

RAPPORT GENERAL

FONDS AFRICAÏN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE (FAGACE)

*=*_*_*_*_*_*

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2007

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs du FAGACE,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision N° 02/21/CA/FAGACE/05/COTONOU du 15 juillet 2005, de la 21^{ème} session de votre Conseil d'Administration, nous vous présentons notre rapport sur :

- l'audit des comptes annuels du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique tels qu'ils sont joints au présent rapport, ainsi que le contrôle de la conformité de la comptabilité aux lois et règlements en vigueur,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi,

relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Les comptes ont été préparés par la Direction Générale. Notre responsabilité est, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels. Ces comptes font apparaître au bilan une situation nette de FCFA 12 012 713 498 y compris un résultat net déficitaire de l'exercice qui s'élève à FCFA 7 928 930 432.

1- Opinion sur les comptes annuels

Nos travaux ont été effectués selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives et ne sont pas entachés de fausses déclarations.

Un audit consiste à examiner sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes. Il consiste également à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Au terme de nos travaux, nous estimons que l'audit auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Nous avons estimé les provisions pour dépréciation et pour risques à constituer au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 à FCFA 13 541 327 793 repartis comme suit :



- FCFA 3 326 713 215 de provisions pour dépréciation des créances douteuses,
- FCFA 10 214 614 578 de provisions pour risque sur les encours garantis.

Par décision n° 03/29/CA/FAGACE/08/COTONOU en date du 26 novembre 2008, le Conseil d'Administration du FAGACE a décidé la prise en compte de l'intégralité de la provision pour dépréciation des créances douteuses et l'étalement de la provision pour risque sur encours garantis, à parts égales sur trois exercices à compter de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine du Fonds à la fin de cet exercice.

Sous cette précision, nous certifions que les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine du Fonds de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur des clients présentant des risques potentiels de recouvrement de créances ou d'appel de garantie pour respectivement FCFA 7 526 388 531 et FCFA 9 527 378 075 au 31 décembre 2007. Cette situation est décrite au point 3.5 des notes complémentaires du commissaire aux Comptes.

2- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé, conformément aux usages de la profession, à la vérification de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité de la Direction Générale. Nous n'avons pas d'observations à formuler.

Fait à Cotonou, le 26 novembre 2008

Le Commissaire aux Comptes
CKA Audit & Conseil

Constant Kobiédéma AWESSO
Expert Comptable Diplômé
Associé-Gérant



FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE (FAGACE)
*_*_*_*_*_*

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2007**

Monsieur le Président du Conseil d'Administration,
Mesdames et Messieurs les Administrateurs,
Monsieur le Directeur Général du FAGACE,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision N° 02/21/CA/FAGACE/05/COTONOU du 15 juillet 2005, de la 21^{ème} session de votre Conseil d'Administration, et conformément aux usages de notre profession, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport spécial sur les conventions réglementées ou interdites ayant produits des effets au cours de l'exercice 2007 ou antérieurement.

Nous n'avons pas été avisés de conventions de cette nature conclues sur l'exercice 2007.

Fait à Cotonou, le 26 novembre 2008

Le Commissaire aux Comptes

CKA Audit & Conseil

Constant Kobiédèma AWESSO
Expert Comptable Diplômé
Associé-Gérant